



## SOMMAIRE

« Vers une autre pratique de l'architecture ».....	p. 2
« J'ai fait ce que je ne m'attendais pas à faire ».....	p. 3
La ville de Larache au Maroc.....	p. 4
Le bidonville de Jnane Aztout.....	p. 6
Projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout : Maîtrise d'Ouvrage Sociale et participation.....	p. 8
Un projet atypique dans la déferlante du plan « Villes Sans Bidonvilles ».....	p. 10
Le Maroc sans bidonvilles d'ici 2010... Inch' Allah !..	p. 13
Un an et demi et toujours rien de concret.....	p. 16
Formation – Recherche – Action : Le triangle d'or.....	p. 18
Capitalisme et volontariat.....	p. 20
Mise en place du bureau du quartier .....	p. 21
Entretien avec Esteban de Manuel Jerez.....	p. 26
Tourisme ou bidonvillois, qui a droit à la ville ?.....	p. 29
Maroc : Une brèche participative dans le plan Villes sans bidonvilles.....	p. 30

## CARNET DE ROUTE

### **Droit à la ville et participation citoyenne**

Jérôme Brachet,

Promotion 5  
Septembre - Mars 2006

## « Vers une autre pratique de l'architecture »

**Interview de Jérôme, 26 ans, en mission au Maroc sur un projet de restructuration de bidonville en participation avec les habitants.**

13 septembre 2006 par Marie

### **Peux-tu raconter en 2-3 mots d'où tu viens ?**

Je viens du Nord de la France... Je suis arrivé à Paris il y a 7 ans, où j'ai étudié les arts appliqués, puis l'architecture intérieure, et enfin l'architecture, à La Villette.

### **Tu es donc un passionné d'architecture ?**

Non, justement ; je suis loin d'être un freaky de l'archi, et je m'en éloigne de plus en plus. Construire n'est pas ma priorité. Depuis deux ans, j'oriente plutôt mes projets vers l'urbanisme et le droit à la ville. J'ai d'ailleurs déjà fait un échange avec l'Argentine dans ce domaine, en étudiant la problématique de l'« habitat relégué », qui lie d'une manière très intéressante des réalités souvent dissociées : les bidonvilles au sud, et les quartiers dits « sensibles » au nord.

### **Heu... c'est quoi l'urbanisme ?**

La définition fleur bleue ? Faire en sorte que les gens vivent ensemble de la meilleure façon possible. Plus techniquement, c'est le fait de fixer des règles, des codes, nécessaires pour que les choses fonctionnent.

### **Comment as-tu connu Echanges et Partenariats ?**

C'est par le biais d'Architecture et Développement, l'association qui m'envoie. Je voulais partir à Madrid, mais on m'a proposé un projet au Maroc, avec l'ONG

Arquitectura y Compromiso Social. C'est comme ça que j'ai été mis en relation avec Echanges et Partenariats.

Il me semble que, contrairement à nous tous, tu as déjà commencé ton projet... ?

Oui, je suis parti là-bas au début du mois de juillet, et là je suis revenu pour la formation. C'est un projet génial, mais dur à résumer. En gros, je bosse sur la restructuration d'un bidonville à Larache (entre Tanger et Rabat), et la particularité est de développer le projet en participation avec les habitants ; et ce, très en amont. Il existe un plan national au Maroc, qui prévoit l'éradication des bidonvilles pour 2010 ; par souci d'efficacité, la solution privilégiée est donc souvent le recasement. Là il s'agit d'une restructuration, et nous tentons de faire participer les habitants à toutes les phases du projet.

### **Quel est l'objectif de l'organisation qui t'accueille ?**

Au départ, c'était un projet très ambitieux, alliant urbanisation, équipement et consolidation. Finalement, on va sans doute se contenter de la phase d'urbanisation, avec comme premier pas la « régularisation du foncier », c'est-à-dire l'installation légale : rendre les gens propriétaires du terrain. Cela entraîne beaucoup de problèmes.

### **Et que comptes-tu apporter à Echanges et Partenariats dans ce cadre ?**

C'est justement le volet qui manque pour l'instant à ma mission. L'ONG qui m'accueille est basée à Séville, et j'ai eu peu de contact avec elle. Par la suite, il faudra que je passe plus de temps là-bas, pour développer les contacts extérieurs et le partenariat.

### **En guise de conclusion ?**

Je suis ravi de la formation, mais un peu frustré d'être rentré....

## « J'ai fait ce que je ne m'attendais pas à faire »

Interview au retour de mission

1<sup>er</sup> mars 2007 par Céline Méresse

**Jérôme, Architecte, est parti en Espagne et au Maroc travailler avec l'association ACS et les habitants d'un quartier sur la construction collective d'un projet d'amélioration de bidonville.**

### Où es-tu parti et quels étaient les objectifs de ta mission?

Je suis parti à Séville pour travailler avec une ONG Sévillane sur un projet de restructuration de bidonville au Maroc. J'ai fait ce que je ne m'attendais pas à faire même si avec la session de formation et les échos des autres volontaires je savais que ce ne serait pas un stage classique en agence d'archi. Je n'ai pas touché un crayon; je n'ai pas dessiné.

Nous avons été Ophélie et moi au cœur du projet pendant ces 5 mois car nous étions les seuls à travailler à temps plein. Nous sommes arrivés dans une phase de passage d'un projet universitaire à un projet plus professionnel. Nous avons dû rencontrer les institutions, élaborer les stratégies et les objectifs. Il a aussi fallu clarifier le projet pour les partenaires Marocains de Larache. Cela a posé quelques problèmes; il a fallu près de trois mois pour négocier et mettre le projet en place sur le terrain. Nous avons rencontré d'autres acteurs, des associations qui travaillaient déjà sur de l'accompagnement social d'opérations de résorption de bidonvilles. Ils nous ont aiguillé et conseillé sur ce qu'il fallait faire et ne pas faire avec la municipalité et l'opérateur technique notamment.

La formation (qui a eu lieu après deux mois sur le terrain) a débloqué les choses. D'une part car cela m'a permis de prendre du recul, de voir ce que je pouvais apporter au projet. Ensuite, cela m'a permis d'établir des contacts avec des personnes ressources connaissant le contexte marocain et la thématique.

### Quels sont les points les plus positifs de ton expérience?

J'ai découvert une pratique de l'architecture qui me plaît. Dans cette effervescence de gens il y avait une richesse énorme à échanger sur des manières de pratiquer ce métier. ACS n'est pas la seule à avoir cette spécificité mais cet échange m'a permis de la découvrir et de l'adopter. Leur vision et manière de faire, non pas de la participation, mais de la construction collective c'est à dire construire avec tous ceux qui font l'architecture et la ville m'a plu.

### Qu'est ce qui t'a surpris?

Je n'avais jamais été baigné dans le milieu associatif de lutte. Le CICP est un milieu très marqué, ça n'a pas été pour me déplaire mais cela m'a déstabilisé. Je n'ai pas cette âme revendicatrice de la lutte. Je me suis demandé si sur le terrain je devais être comme ça, dans la lutte. Finalement je n'ai pas eu l'impression de faire tâche ni dans le programme ni à Larache où la question des Droits est omniprésente; mais au Maroc on ne peut pas agir comme on veut.

### Qu'est ce que cette expérience a changé sur ta pratique professionnelle?

Ca n'a pas changé ma pratique ça m'en a donné une. J'avais des connaissances, une vision de technicien mais on ne nous enseigne pas une pratique. Je voyais l'architecture avant tout comme une pratique sociale et le projet à Séville m'a conforté dans cette idée. L'architecture est un champ ouvert qui doit avoir un regard « complet et complexe » qui confirme que l'architecte ne peut et ne doit pas travailler seul. Je manque de recul mais je compte m'orienter plus vers la coordination entre les différentes logiques d'acteurs.

### Tes projets??

Faire mon diplôme à Larache en m'intégrant dans le projet en cours et dans l'absolu que tout ça serve à quelque chose... soit concrétisé... Inch'Allah!

## La ville de Larache, au nord du Maroc



Larache au Maroc

### Problématiques économiques et sociales :

Ancien protectorat espagnol, Larache est une ville portuaire de 120 000 habitants située à 100 Kms au sud de Tanger.

Démographiquement dynamique, la population Larachie croît de 3% par an. L'immigration y est relativement importante (27% de la population) et provient essentiellement des communes rurales limitrophes, pour des raisons familiales (65%) ou à la recherche d'un emploi (31%).

La province de Larache est majoritairement tournée vers le secteur primaire (agriculture et pêche) qui occupe 54% de la population active (25% pour la commune

urbaine de Larache).

Par sa position géostratégique sur l'axe Tanger Rabat et sa façade maritime, Larache possède un potentiel touristique important mais jusqu'ici peu exploité.

### Problématiques urbaines:

-La résorption de l'habitat insalubre ; en particulier des bidonvilles qui concerne 24% des ménages de la ville

-La sauvegarde du cachet urbanistique de la médina ancienne et de la ville hispano-mauresque face à la vétusté de certaines bâtisses menaçant ruine.

-L'insuffisance en infrastructures urbaines de base (assainissement, électricité, voirie internes des quartiers)

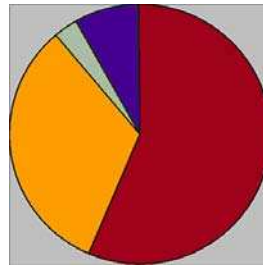
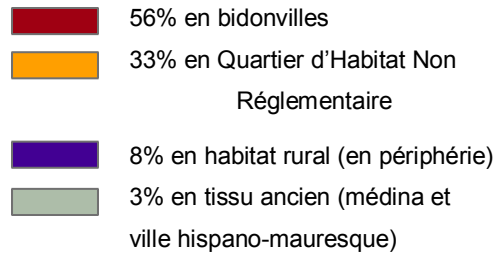
-La sauvegarde des forêts intégrées au périmètre urbain, constituant un frein au développement mais un potentiel écologique important

-Importance des litiges sur les domaines privés de l'Etat et municipaux aggravés par la nature juridique des terrains héritée du régime Khalifien. (30% des terrains du périmètre urbain seulement sont immatriculés)

-L'absence de document d'urbanisme concernant la ville de Larache. (A noter : seuls 37% de la province de Larache est couverte par un document d'urbanisme)

-La spéculation foncière modérée mais existante.

On distingue 4 types d'habitat insalubre à Larache. Cela concerne environ 8600 familles réparties comme suit :








Répartition de la population

Les bidonvilles sont donc une priorité à Larache dans la lutte contre l'habitat insalubre. On en dénombre 12 dans le périmètre urbain de la ville, regroupant 5434 ménages et 5280 baraques (données officielles du Contrat VSB de Larache). Il s'agit essentiellement de quartiers non équipés dont les densités varient de 40 à 240 ménages par hectares.

En 2004, sur ces 5484 ménages, seuls 884 étaient concernés par une intervention visant l'amélioration de leurs conditions de vie.

## Les bidonvilles à Larache

1. Nahda I et II
2. Jnane Castilla
3. Makbarate S. Larbi
4. Guadaloupé
5. Jnane Bidaoua
6. Lamhashas
7. Hay Manzah / Somal
8. Jnane Bacha Ouest
9. Jnane Bacha Est
10. Hay Nador
11. Jnane Aztout

- |   |                          |
|---|--------------------------|
|  | Médiina ancienne         |
|  | Restructuration en cours |
|  | Bidonvilles restructurés |
|  | Cas particuliers         |
|  | Résorption à programmer  |



## Le bidonville de Jnane Aztout



### Caractéristiques socio-économiques :

- Le quartier de Jnane Aztout compte 80 ménages soit près de 400 personnes. La densité y est donc de 55 ménages par hectare
- Les emplois sont majoritairement liés à la pêche et à la construction.
- Les ressources des ménages sont en grande partie irréguliers.
- Ancrage important des habitants dans le tissu socio-économique de la ville : Une grande partie des emplois du quartier provient de la zone portuaire et de toutes les activités qu'elle génère (formelles ou informelles). Pour le reste, la médina et ses environs sont également d'importants lieux d'activités pour les habitants.
- Une large proportion des enfants est scolarisée.
- Présence d'une association de quartier



**Caractéristiques spatiales et urbaines :**

- Superficie : 1,46 hectares
- Le terrain est composé de trois parcelles. Deux (les plus petites) sont propriété des Habous et sont en voie d'immatriculation. La troisième (plus de 75% du terrain) n'est pas immatriculée et appartient à un propriétaire inconnu.
- Jnane Aztout bénéficie d'une position centrale dans la ville et se situe à proximité immédiate de la Médina
- Réseau informel d'eau à partir de deux bornes fontaines dans le quartier
- Branchement informel sur le réseau électrique de la ville

**Historique du quartier :**

- Les premières baraques furent construites il y a plus de 80 ans
- En 1985, un plan de recasement ne déplace qu'une trentaine de familles. L'incapacité financière et la résistance des habitants sont à l'origine de cet échec.
- En 1992, un mur d'enceinte est construit afin d'occulter le quartier.
- Actuellement Jnane Aztout est l'un des 12 quartiers concernés par le contrat VSB signé par la municipalité en décembre 2004.



## Projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout : Maîtrise d’Ouvrage Sociale et participation

Depuis février 2005, à Larache, une coopération hispano-marocaine entre habitants, ONG, chercheurs, universitaires et institutions locales s’est établie autour du bidonville de Jnane Aztout. Ensemble ils ont réalisé un travail de construction collective de connaissance sur le quartier, visant sa restructuration. Ce projet s’inscrit dans le plan national “Ville Sans Bidonvilles” qui accorde aujourd’hui une place importante aux dimensions sociales des interventions. L’objectif est de mettre en place une Maîtrise d’Ouvrage Sociale assurant la participation des habitants à toutes les phases du projet.

### Principes et stratégies d’intervention

Compte tenu de son caractère singulier (position centrale dans la ville, contiguïté à la médina, histoire séculaire, intégration des habitants dans le tissu économique, social et professionnel de la ville), le quartier de Jnane Aztout doit bénéficier d’une intervention spécifique dans le cadre du programme Villes Sans Bidonvilles.

Les principes de cette intervention sont :

- La restructuration du quartier de Jnane Aztout et le maintien sur place de l’ensemble de la population
- Le principe de Maîtrise d’Ouvrage Sociale, soit une intervention en amont de toute opération et une implication des habitants dans la prise de décision et ce, à toutes les phases du projet.
- Le travail sur le terrain et en coordination de l’équipe chargée de la conception du projet d’urbanisation et de consolidation et de l’équipe chargée de l’accompagnement social. Cette coordination sera

Echanges et partenariats : [www.echanges-partenariats.org](http://www.echanges-partenariats.org)

concrétisée par la mise en place d’un bureau de quartier rassemblant les deux équipes.

-La coopération hispano-marocaine en place depuis un an, entre les universités de Séville, A.C.S., les habitants de Jnane Aztout, la délégation du M.H.U. et les différents professionnels latino-américains.



## Promotion 5 – Mars 2007

### Repère Chronologiques : les antécédents du projet

#### Février / Juillet 2005 Première approche

Approche socioculturelle de la ville de Larache à travers un voyage d'étude organisé par le groupe de recherche ADICI de l'université de Séville dans le cadre d'un programme de coopération entre la région Andalousie et la municipalité de Larache.

Cette première approche de la médina et du bidonville de Guadaloupé s'effectue en partenariat avec des associations et professionnels locaux. En juillet s'établit alors le premier contact avec les habitants du quartier de Jnane Aztout, faisant rapidement émerger les besoins et attentes des habitants.

#### Août / Octobre 2005 Identification

Elaboration du premier diagnostic du quartier sous la direction de l'architecte mexicain Carlos González Lobo. Identification des faiblesses, menaces, forces et potentialités du quartier.

#### Février / Juillet 2006 Construction collective de la connaissance du quartier

Lors de cette phase sont intervenus les habitants, des étudiants en architecture et en sciences du territoire, des institutions locales et des enseignants, marocains, espagnols et latino-américains. La construction participative de ce diagnostic s'est faite sous forme d'ateliers techniques (places et rues, trame urbaine,...) et interculturels (musique, vidéo, photo, danse et cuisine) dans le quartier. Ils ont été complétés par un recensement et un relevé de chaque foyer. L'objectif était l'appropriation par les habitants de leur espace de vie et la reconnaissance de leur identité.

#### Accords :

Février 2006: Signature d'un accord de coopération entre la Widadiyat et l'ONG Arquitectura y Compromiso Social.

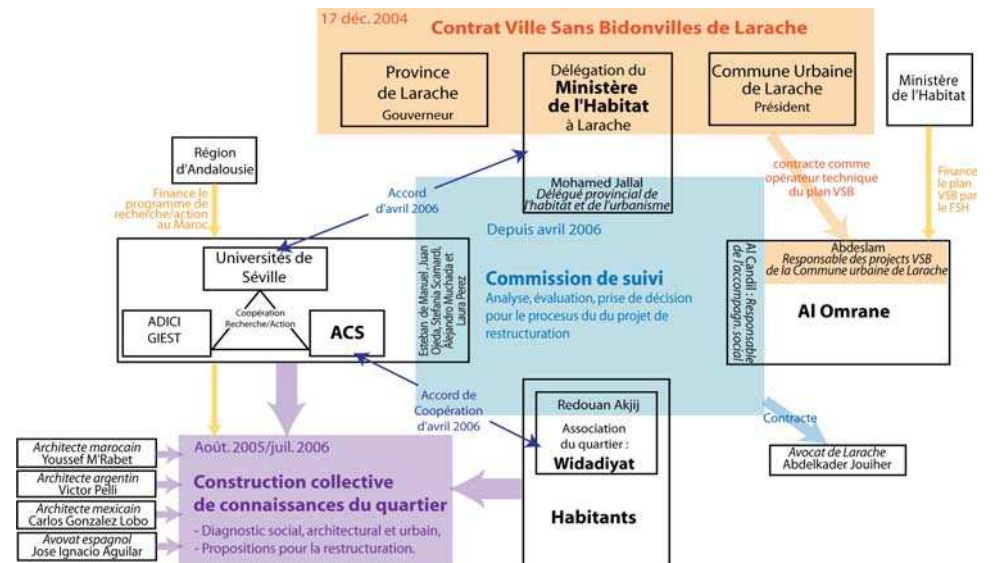
Avril 2006: Signature d'un autre accord entre les universités de Séville et la délégation du M.H.U.

Echanges et partenariats : [www.echanges-partenariats.org](http://www.echanges-partenariats.org)

Ces deux accords ont permis d'établir le cadre d'une coopération en faveur du projet de restructuration du quartier de Jnane Aztout dans le cadre du plan « Villes sans bidonville ». Ils mettent en place par ailleurs une commission de suivi du projet dans laquelle sont représentés notamment les habitants de Jnane Aztout, la délégation du M.H.U. à Larache, la municipalité de Larache, ACS et les universités de Séville. Cette commission constitue une instance de décision, de coordination et de mise en cohérence des différentes actions du projet.

### Les relations entre les acteurs du projet

Ce schéma représente les différentes relations construites au fil des phases et accords énoncés ci-dessus. Il illustre donc un processus et fait état des implications de chacun jusqu'à aujourd'hui (novembre 2006).



## Un projet atypique dans la déferlante du plan « Villes Sans Bidonvilles »

Lors d'une réunion de travail, à Tanger, en juillet dernier, Candil (Al Omrane) nous rappelait que ce n'était pas le cadre institutionnel du plan V.S.B.<sup>1</sup> qui allait s'adapter au projet de Jnane Aztout mais bien le projet qui devrait coller au plan. A ce stade, tout était dit !

Le projet que j'ai découvert à Larache il y a un peu plus d'un mois remonte à contresens la voie empruntée par le fameux plan. Le voyage s'annonce donc périlleux. Les programmes V.S.B. sont des opérations d'amélioration de l'habitat qui le plus souvent se résument à un relogement ou à un recasement, et que dans le meilleur des cas on accompagne socialement en tentant de prendre en compte de vagues données économiques et sociales. Efficacité oblige ! A Jnane Aztout, cela fait plus d'un an qu'une équipe multidisciplinaire (majoritairement espagnole) travaille avec les habitants du quartier sans qu'il y ait eu la moindre amélioration concrète de l'habitat. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il ne se passe rien. Cela signifie simplement que bien que porté à l'origine par des étudiants en architecture, il ne s'agit en rien (du moins pour le moment) d'un projet d'amélioration de l'habitat mais bien d'un projet de développement social et humain.



Reprenons l'histoire à son commencement. Février 2005, un voyage d'étude est organisé par l'école d'architecture de Séville. Celui-ci avait pour objet le relevé et le diagnostique social et urbain de deux quartiers de Larache : la médina d'une part et le bidonville de Guadalupe d'autre part.

Il semblerait qu'à quelques uns d'entre eux le voyage et la ville ait plu, puisque quelques mois plus tard (juillet 2005) une partie des étudiants organisa son propre « campo de trabajo » hors de tout cadre universitaire. Objectif affiché : Approche sociale de la ville de Larache. Ce second séjour ira bien au-delà d'une simple « approche ». Par l'intermédiaire des associations de différents quartiers, les sévillans ont participé et proposé des activités pour les enfants. En étroite collaboration avec ces mêmes associations, ils ont visité et rencontré les habitants des quartiers de Guadalupe et de Jnane Aztout, avec lesquels ils ont organisé parallèlement quelques ateliers de discussions. Trois semaines plus tard, les liens sont plus forts entre espagnols et marocains, les échanges ont générés connaissance de l'autre et envie de se revoir. Une coopération avec l'association étudiante « Arquitectura y Compromiso Social<sup>2</sup> » est proposée... le processus est lancé !

Six mois plus tard (février 2006), de nouveau encadré par l'université, le contenu du séminaire est plus « technique », plus « pédagogique », mais toujours porté par ses mêmes étudiants qui six mois auparavant étaient venus jouer avec les enfants. Les uns et les autres se connaissent et se font confiance. Comment imaginer meilleures conditions pour développer un projet participatif ? Il en résulte des ateliers de quartier porté à la fois par le désir de partager plus de choses encore et par l'énergie et la motivation d'un processus qui avance à grand pas. Les intentions se précisent, le quartier s'imagine un futur et les rêves se



## Promotion 5 – Mars 2007

concrétisent un peu plus à travers la signature d'un accord entre la Widadiyat (association des habitants de Jnane aztout), le ministère de l'habitat, Al Omrane<sup>3</sup>, A.C.S., l'université d'architecture de Séville et l'université Pablo Olavide.

Les ateliers, bien que portant pour certains d'entre eux sur des aspects plus techniques du quartier (trame urbaine, espaces publics, recensement, faiblesses, potentiels...), restent orientés avant tout sur la construction collective d'une connaissance et d'une valorisation sociale du quartier. Les ateliers « rues et places » (donnant un nom aux rues et places du quartier), « trame urbaine » (dont l'objectif était de prendre conscience des qualités et de la valeur de Jnane aztout) et « histoires orales » (l'histoire et le passé du quartier sont également une richesse) sont de ceux qui ont construit cette connaissance.



Parallèlement, les ateliers de discussions ont été le cadre d'échange de points de vue et de cultures générant une fois de plus une connaissance collective des réalités de Jnane Aztout, de ses besoins, de ses potentialités. Ces ateliers ont été accompagnés par d'autres , de musique et de photographie, moins « techniques » mais tout aussi fondamentaux, participant au développement social et humain du quartier, enrichissant les échanges et renforçant les liens.

L'ensemble de ce séminaire a été caractérisé par une avancée considérable du processus, et ce sur tous les plans :

- Humain tout d'abord : les relations entre habitants du quartier et sévillans sont plus fortes... des amitiés se créent, et plus quand affinités !

- Social : le quartier a pris confiance en lui. Les habitants n'ont désormais plus aucun doute sur la valeur sociale de leur quartier. Ayant la connaissance et la préhension nécessaire de leur situation, ils se sentent ainsi mieux armés pour discuter de leur avenir.

- Technique : L'accord signé implique concrètement les différents acteurs ; un projet est donc possible.

Avril 2006, moins de deux mois après, un groupe plus restreint d'étudiants revient sur le terrain et de nouveau hors de tout encadrement universitaire. Dans le quartier, l'impulsion motrice de février s'est atténuée, il faut



désormais trouver un autre rythme... celui d'un processus sur le long terme. Il est clair pour tous que quelque soit le futur que les habitants ont rêvé, que les espagnols accompagnent et qu'ensemble ils tenteront de concrétiser, cela prendra du temps. Les ateliers reprennent donc, naturellement, mais organisés de manière à ce que tout le quartier puisse participer : atelier des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants. Les groupes par tranches d'âges se comprennent aisément. Mais attention, si hommes et femmes sont séparés, ce n'est pas qu'une question culturelle comme pourrait nous amener à le penser nos a priori occidentaux, c'est avant tout une question d'emploi du temps ! Les femmes sont difficiles à réunir compte tenu de leurs journées bien remplies... elles sont pourtant indispensables au développement du quartier. Et lors de ces ateliers, chaque fois un peu plus, mais toujours très subtilement le côté technique tente de s'insérer au milieu de ce vaste projet de développement social et humain.

Valoriser les habitants, les personnes avant de valoriser leur cadre de vie : c'est là l'incroyable force de ce projet... me semble-t-il. La valorisation physique du quartier est un risque pour ses habitants qui ne supportent généralement que peu de temps la pression que la ville fait peser sur eux. La valorisation des habitants à l'inverse est une force qui leur donne la possibilité et la capacité de maîtriser leur avenir et celui de leur quartier.

On cerne mieux désormais l'originalité de ce projet face à la déferlante du plan Ville sans Bidonville. On comprend mieux également la difficulté soulevait si justement par Candil : S'adapter au cadre politico-institutionnel du plan.

---

**-Notes-**

1 « Ville sans Bidonville », plan national de lutte contre l'habitat insalubre, lancé en 2004

2 A.C.S. une traduction possible serait : Architecture et Engagement Social

3 Al Omrane est un « holding d'aménagement né de la fusion de trois opérateurs sous la tutelle du ministère de l'habitat et de l'urbanisme. Il a pour objet de réaliser des actions d'aménagement et de lotissement de terrains destinés à la promotion de l'habitat social en partenariat avec le secteur privé, de résorber les bidonvilles et l'habitat insalubre et de développer la maîtrise d'ouvrage urbaine et sociale. » Extrait de [www.alomrane.ma](http://www.alomrane.ma)

## Le Maroc sans bidonvilles d'ici 2010... Inch' Allah !

Le discours royal du 20 Août 2001 commémorant la révolution du Roi et du Peuple marque une impulsion nouvelle dans la lutte contre l'habitat insalubre, qui devient dès lors une priorité nationale. Cette décision intervient à la suite des « Objectifs du millénaire pour le Développement » des Nations Unies, qui visent « l'amélioration sensible d'ici 2020, de la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis ». Rappelons qu'au Maroc la situation s'est aggravée au cours des 20 dernières années. Durant cette période, l'habitat insalubre s'est développé à un rythme plus rapide que le logement formel. En 2003, 900000 ménages marocains, soit quelques 5 millions de personnes vivaient dans un logement précaire, dont 277000 en milieu urbain.

Quelques 3 années plus tard, le plan Ville sans Bidonville (VSB) est lancé, et il a pour objectif de fournir un logement décent aux 277000 ménages vivants dans les bidonvilles urbains d'ici 2010. 82 villes sont alors visées par le programme et 20 milliards de Dirhams (soit près de 2 milliard d'euros) y sont alloués. Outre l'importance des sommes engagées, la réelle « innovation » du programme est celle de son échelle d'intervention. Les projets isolés sont abandonnés au profit d'une politique globale à l'échelle de la ville, voulant ainsi éviter le glissement de population bidonvillose d'un site à un autre.

### Le Maroc, 50 ans d'expérience en matière de résorption de bidonvilles.

L'élaboration de ce programme intervient au Maroc après 50 ans d'expériences et de pratiques en matière de résorption de bidonvilles. La palette d'interventions à disposition est donc large et il convient d'en retracer les grandes lignes afin de mieux cerner le contexte de mise en place du Plan VSB.

**Le recasement massif.** Les termes sont explicites : Il s'agit de lotir un terrain, de l'équiper et d'y regrouper les bidonvillois de plusieurs sites ; les parcelles leurs étant vendues à des prix inférieurs à ceux du marché. Cette politique fut très efficace, dans les années 80, en termes de baraques détruites. Elle est d'ailleurs vantée par les pouvoirs publics qui continuent aujourd'hui de l'appliquer. L'objectif recherché est le transfert intégral de la population occupant le site originel. La destruction des baraques par leurs occupants est une condition préalable à l'attribution d'un lot. Cela assure la résorption effective du bidonville et évite la spéculation assez répandue dans ce type d'opération. Quant aux bidonvillois ils sont libres, sur leurs parcelles de construire à leur rythme !

**Le relogement.** Il s'agit de déplacements de populations bidonvilloses vers des logements construits en collectif. Jugé peu efficace en terme de rythme et de population relogée, ce type d'intervention est également critiqué pour le coût élevé des logements et leur inadaptation sociale et culturelle aux populations ciblées. Il est cependant encore pratiqué aujourd'hui, dans les grandes villes notamment où la pression foncière et les contraintes urbanistiques sont fortes.

**Les déplacements provisoires,** issus d'impératifs politiques ou sécuritaires, d'exigences d'embellissement ou de modernisation, de pressions foncières ou immobilières, ou encore de catastrophes naturelles, opèrent un transfert (en principe provisoire) autoritaire des populations vers un site non aménagé et généralement hors du périmètre urbain.

**Les occultations** ont quant à elles pour objectif d'une part de cacher ou d'atténuer les effets inesthétiques ou dérangeants des bidonvilles, et d'autre part de l'encercler afin de limiter sa croissance.

**Les améliorations** visent quant à elles les conditions spatiales de l'existant et tentent de réduire les dysfonctionnements techniques ou urbanistiques les plus manifestes. Cela peut aller de l'installation d'une borne fontaine à l'aménagement d'un marché en passant par l'assainissement, le ramassage des ordures ou le raccordement à l'électricité.

**Les restructurations** sont des opérations de plus grandes envergures, décidées au niveau national, que l'on appelle encore « intégration urbaine ». Il s'agit d'apporter à

des sites bidonvillois, l'essentiel des infrastructures et des équipements qui leur font défaut, d'assainir la situation foncière, de restructurer le parcellaire et d'inciter les populations à l'auto-construction. Bien que sur le plan social (volet qui généralement fait défaut dans les différentes interventions) elle semble toucher plus directement les populations visées, la restructuration est vivement critiquée par les pouvoirs publics qui exhortent les densités excessives, le manque d'espaces publics, les voiries minimales et l'esthétique bidonvillisé qui en résultent. Il est par ailleurs ouvertement mis en balance, dans les cas des bidonvilles les plus centraux, la valeur foncière du terrain et l'utilisation optimale qui pourrait en être faite. Ce type d'intervention n'est donc utilisé que dans les cas où la résistance des habitants au déplacement est forte et/ou l'aménagement foncier est difficile à réaliser.

#### **Juillet 2004 : Lancement du Plan Ville sans Bidonvilles.**

Dans ce contexte, les pouvoirs publics, après avoir fait le bilan de 50 ans de pratiques en matière de résorption de bidonvilles, engagent un programme d'envergure nationale, rassemblant et impliquant l'ensemble des acteurs, mobilisant d'importants moyens fonciers et budgétaires et mettant en place les instruments financiers et institutionnels adéquats.

Cette approche est basée sur le recours à des contrats-villes (signés entre le Ministère de l'habitat, les gouverneurs et les présidents de communes) précisant les segments des missions des partenaires sur la base d'un diagnostic partagé et d'objectifs définis et convenus. L'un des axes forts du programme VSB est donc la mise en place d'un cadre institutionnel et légal permettant aux différents acteurs, publics et privés d'appliqués et de répliquer des opérations de relogements et de recasements. En ce sens, du chemin a été parcouru. Quelques 60000 logements sont d'ores et déjà construits et près de 70000 sont en construction.

#### **Un programme plus technique que social.**

L'objectif, on le voit, est donc celui de la suppression des bidonvilles par la construction de logements décentes. Bien qu'ayant entre les mains une large palette d'interventions, la question de la solution proposée aux bidonvillois n'est que rarement posée. Elle est pourtant primordiale. L'adéquation de la solution proposée avec les réels besoins, désirs et ressources des habitants est la seule garantie d'une solution durable à une situation précaire. Ce pan de la question relève de l'accompagnement social qu'en principe le programme VSB érige en composante essentielle de sa mise en œuvre. La nécessité de prendre en compte les questions sociales est de ce fait mieux reconnue, néanmoins les projets mis en place s'appuient d'abord et principalement sur des problématiques techniques et urbanistiques, avant d'intégrer les questions sociales. Il en résulte des interventions standards, inadaptées à l'hétérogénéité des situations des familles, tant au niveau des stratégies résidentielles, que des situations socio-économiques. Ce constat est connu des autorités mais le problème reste insoluble. C'est la définition même de l'accompagnement social qui pose problème : son approche, ses missions, ses acteurs semblent impossible à définir. Et quand bien même un consensus semble trouvé, le décalage entre les déclarations et l'engagement institutionnel réel le rend caduque !

Ayant prouvé au cours de ces deux dernières années, sa relative efficacité en terme de destruction-construction, le plan VSB, véritable machine à lotir continue donc de semer derrière lui des parcelles prêtes à construire que parfois certaines familles, même aidées, ne peuvent acquérir.

#### **Sources :**

Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme du Maroc et la Banque Mondiale, Etude d'impact social et sur la pauvreté du programme « Ville sans Bidonvilles », compte rendu du séminaire de restitution et validation du 9 et 10 mai 2005, septembre 2005

Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme du Maroc, Habitat insalubre au Maroc, travaux préparatoires pour de nouvelles approches, mars 2001

Pauline Emile-Geay, L'accompagnement social dans la résorption de l'habitat insalubre au Maroc, mémoire de stage, Institut d'urbanisme de Paris, septembre 2006

L'opinion, 09 Août 2006 : Impact social du programme VSB

L'économiste, 24 Juillet 2006 : Ville sans Bidonvilles, un bilan en demi-teinte

L'opinion, 09 Août 2006 : Séminaire Habitat-Banque Mondiale sur l'impact social du programme VSB.

## Un an et demi et toujours rien de concret

De retour à Jnane Aztout, après un mois d'absence, l'équipe espagnole travaillant sur la restructuration du quartier a du faire face à la première grande remise en question de leur intervention par les habitants. « Un an et demi et toujours rien de concret ».

Régulièrement depuis plus d'un an, les séminaires et voyages d'étude se multiplient sur le quartier de Jnane Aztout. L'équipe espagnole composée d'étudiants, enseignants et professionnels y déploie alors ateliers, conférences et réunions de quartier afin de construire avec les habitants un projet commun pour la restructuration du quartier. Ces moments d'intense activité à Jnane Aztout sont également des moments de fêtes de détente et d'échanges interculturels.

Le 15 octobre dernier, nous sommes donc revenus dans le quartier après un mois d'absence. Mais cette fois l'ambiance n'était plus à fête. Vers 18h, au coucher du soleil, nous sommes invités à déjeuner chez Mohamed (un jeune, membre de l'association de quartier). Après une brève discussion sur les pratiques du jeûne pendant le Ramadan, nous abordons le sujet de la Widadiyat (association du quartier). Mohamed saisit alors l'occasion et va pendant un quart d'heure nous mettre en face d'une triste réalité : Un an et demi sont passés depuis que les espagnols sont arrivés et toujours rien de concret.

**« Certains disent que vous venez en vacances, vous venez et vous repartez, vous venez et vous repartez ! » ;**

**« Vous aviez parlé d'un bureau de quartier pour octobre. On est en octobre... » ;**

**« Ces derniers temps, deux clans se forment dans le quartier. Ceux qui sont avec vous et les autres qui n'y croient plus. Avec cette histoire de bureau d quartier qui devait arriver en octobre et qui n'arrive pas, le clan des sceptiques a gagné une bataille » ;**

Echanges et partenariats : [www.echanges-partenariats.org](http://www.echanges-partenariats.org)

**« L'autre jour, quelqu'un est entré dans le quartier et nous a dit : C'est ça que sont venus faire les espagnols ? Poser des petites pierres de couleur et puis c'est tout ? » ;**

**« Certains m'ont dit même : que l'Etat fasse ce qu'il veut ici de nous ! » ;**

**« La Widadiyat était un pont entre les habitants du quartier et vous. Ce pont est cassé aujourd'hui ».**

Ces phrases ont raisonné dans nos têtes comme des vérités accablantes. Les habitants, et la construction collective du projet étaient la base d'une expérience innovante, au regard de ce qui peut se faire dans le reste du Maroc. Le développement social et humain du quartier (dont je parlais avec tant d'éloge dans un précédent article), que ACS met en place depuis plus d'un an montrerait-il ses limites ? Cette inquiétude et cette remise en question du projet par les habitants nous obligent à quelques interrogations.



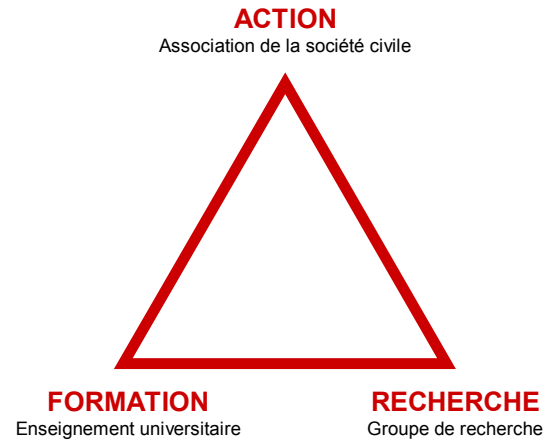
- Quels étaient les objectifs d'ACS et des universitaires ? La restructuration, le maintien sur place de la population, l'expérimentation d'une méthode participative d'élaboration de projet ? Sans doute un peu tout à la fois. Mais aujourd'hui, alors que les habitants se fatiguent de ces allers et venues et que les attentes et les espoirs se font de plus en plus grands, les objectifs d'ACS, des habitants et du projet sont à re-questionner.

- Au regard de ces espoirs nés dans le quartier et de la difficile mise en place institutionnelle du projet, se pose la question de la méthode : A-t-on mesuré les risques d'une intervention et de la construction participative d'un projet, sans avoir au préalable assuré sa faisabilité auprès des administrations et institutions dont elle dépend ?

- L'intervention de Mohamed met également en lumière la place inconfortable de la Widadiyat. Composée d'habitants du quartier, elle jouait jusqu'ici le rôle d'interprète et de bras d'exécution de l'ONG. Est-il raisonnable et pertinent de lui faire assumer ce rôle ? L'association de quartier est-elle vraiment représentative de la totalité des habitants ? Peut-elle ainsi toucher l'ensemble du quartier ?

- « Que l'Etat fasse ce qu'il veut ici de nous ! » Cette phrase peut montrer l'agacement face à une situation qui s'enlise. Mais cela peut aussi signifier qu'entre un projet de restructuration qui n'aboutit pas et une proposition de recasement immédiat, les habitants peuvent hésiter. La restructuration et leur maintien dans le quartier ne sont pour eux ni un acquis ni un objectif immuable. Les stratégies de chacun peuvent évoluer et sont à prendre en considération.

## Formation – Recherche – Action : Le triangle d'or



C'est sans doute un concept qui existe déjà en France, mais qui ne m'avait jamais sauté aux yeux. C'est en identifiant, ici, les trois composantes qui portent le projet de restructuration de Jnane Aztout, que tout m'est apparu plus clair. Je n'irai pas jusqu'à dire que ce fut LA révélation, mais presque...

C'est donc un bonheur pour moi depuis quelques semaines que de voir ce que peut générer cette triple association : un enseignement universitaire, un groupe de recherche et une association de la société civile. Tous les trois associés à un même projet. Voici ci-dessous, ce que cela donne à Larache sur le projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout.

## ARQUITECTURA Y COMPROMISO SOCIAL

ONG du développement



## HABITÁT Y DESARROLLO

Module universitaire optionnel de l'école d'architecture de Séville

## ADiCi et GIEST

Groupes de recherche liés aux universités Sciences du Territoire et d'Architecture de Séville

- **Habitát y Desarrollo** (Habitat et Développement) Module optionnel dans lequel est mis en place le cadre théorique du processus architectural participatif. Lequel est expérimenté en fin de semestre lors du voyage d'étude.
- **Arquitectura y Compromiso Social** (Architecture et Engagement Social), ONG du développement assurant le développement continu du processus, par la coordination des voyages étudiants et des ateliers de quartiers.
- **ADiCi et GIEST**. Groupes de recherche de l'université de Séville. En coopération avec la région Andalousie. Travaillant le contenu pédagogique des séminaires. Organisant les cycles de conférences faisant intervenir divers professionnels du milieu de l'habitat (Mexicains, Argentins, Marocains et Espagnols).

La synergie de ces trois entités est impressionnante d'efficacité ! Comme je l'ai raconté dans un précédent article, cela a commencé par un voyage d'étude universitaire sur la médina et un bidonville de Larache. Comment en est-on arrivé un an et demi plus tard à la mise en place effective d'un projet d'urbanisation du quartier ? Un élément qui me paraît fondateur, c'est la présence dès l'origine de ce fameux triangle d'or !

En France et pas très loin d'ailleurs de ma très chère école d'architecture de La Villette, on peut retrouver une alchimie similaire. C'est je crois, si je ne me trompe pas, l'objectif de CENTRE SUD (Centre des Situations Urbaines de Développement). Je m'excuse d'ailleurs auprès de ces fondateurs de ne prendre conscience que maintenant de l'incroyable richesse de ces objectifs et de ces propositions. Pour le coup, il s'agit bien d'une révélation ! Et je voulais la partager.

### **Centre SUD**

Implanté dans l'école d'architecture de Paris La Villette, Centre SUD se veut un lieu de croisement et de réflexion, d'information et d'expérimentation, autour des problématiques des situations en développement. Et ce, grâce à la matérialisation de cette triple coopération Formation-Recherche-Action. Je vous invite à jeter un œil sur la plaquette de présentation de Centre SUD et sur son site Internet.

Je m'avance peut-être un peu mais je vois déjà dans cette structure le cadre idéal dans lequel peuvent naître des projets comme celui de Jnane Aztout : une coopération amenant professionnels, chercheurs et étudiants à porter ensemble un projet ayant comme fin la transformation d'une réalité sociale, urbaine et architecturale.

Pour cela, les associations ne manquent pas (A&D, DAL, AITEC...), les enseignants engagés sur le sujet non plus ( A. Deboulet, L. Jonard, J.F. Tribillon, G. Massiah, J.B. Eyraud...). Mais y existe-t-il un groupe de recherche capable de relier tout ça ? J'y réfléchis...

## Capitalisme et Volontariat

**Ca va finir par devenir une habitude. Tout ce dont je fais l'éloge dans un premier temps, je finis par le démonter. J'ai d'abord encensé le développement humain et social du projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout avant de montrer les limites et les doutes qu'il engendrait. Dans mon dernier article, je vantais la formidable triangulation Recherche-Action-Formation à la base du fonctionnement de l'association Arquitectura y Compromiso Social. Je vais tout de suite me contredire.**

A.C.S. est une O.N.G. universitaire pour le développement qui se définit comme une organisation de la société civile basée sur le militantisme et le volontariat.

Elle est composée depuis sa création en 1993 d'une multitude de personnes aux profils très variables. Et cette composition s'est complexifiée au fil des années : Etudiants et professionnels en architecture tout d'abord, puis en sciences sociales, géographie, ingénierie, anthropologie et récemment en journalisme. L'ancienneté, le niveau d'expérience y est également très variable : se côtoient ainsi au sein d'un même projet, étudiants de première et de dernière année d'études, jeunes professionnels et expérimentés, fondateurs de l'association et personnes de passage, volontaires (majoritairement) et salariés (très peu). Bien que tous partagent le même « engagement social », les rythmes et degrés d'implication sont donc très hétérogènes.

Parallèlement, A.C.S. s'est construit durant ces 13 années une place dans la société civile. Ses projets, de plus en plus ambitieux ont un impact de plus en plus important. Institutions et administrations reconnaissent aujourd'hui son rôle et son influence dans le domaine de l'habitat et du développement. Il en résulte une demande de plus en plus importante et exigeante qu'A.C.S. peine à satisfaire.

## Militantisme et volontariat ne suffise plus, A.C.S. a besoin d'une réforme !

Son évolution semble mettre A.C.S. face à une réalité qu'elle affronte difficilement : Le capitalisme. A chaque projet la demande se fait plus grande, les exigences plus importantes et la société capitaliste tire un parti indiscutable des bonnes intentions et des services gratuits de l'association, ôtant au passage toute valeur au travail réalisé.

Face à cette réalité, le volontariat est à questionner : peut-on continuer à porter des projets de plus en plus ambitieux sur la base du volontariat ? L'implication et les responsabilités que ceux-ci engagent nous amènent à penser que non. Difficile effectivement de demander à des étudiants de s'impliquer sur le long terme et d'endosser des responsabilités qu'ils ne sont pas prêts à assumer. L'organisation horizontale d'A.C.S., par principe éthique ou pédagogique favorise la déresponsabilisation. Elle permet à chacun d'assumer le rôle qui lui convient mais également d'esquiver les responsabilités. Les projets ambitieux engagés dans la transformation de la société peuvent-ils alors s'accorder avec les principes pédagogiques de Formation-Recherche-Action. Faut-il professionnaliser A.C.S. ? La question est délicate pour une association ancrée dans le monde étudiant.

Toutes ces interrogations et réflexions sont le fruit d'un week-end de travail qui a réuni plus d'une vingtaine de membres de l'association. Les questions sont posées. A chacun désormais d'y réfléchir...

## **Mise en place du bureau du quartier**

### **Objectifs, méthodologie, composition et organisation générale du bureau de quartier**

En janvier prochain sera mis en place une équipe permanente sur le quartier : Le bureau de quartier. Le document qui suit fixe ses objectifs spécifiques, ses missions, et sa composition.

#### **Objectifs généraux du bureau de quartier**

Appui technique et accompagnement social continu et permanent dans le quartier pour l'amélioration physique et sociale du quartier.

#### **Méthodologie d'intervention**

- Le travail de terrain et les propositions du bureau de quartier s'appuieront sur les orientations retenues (voir « Projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout ») par les accords préalablement signés et en attente de validation par la prochaine commission de suivi.
- Travail continu dans le quartier entre les différents professionnels (techniciens et travailleurs sociaux)
- Information et intermédiation entre tous les acteurs impliqués dans le projet.

- Coordination et articulation des actions des différents acteurs.
- Elaboration d'outils pour l'implication directe des acteurs concernés à chaque phase du projet.
- Renforcement du tissu social pour créer de nouvelles opportunités de développement économique et social.

#### **Composition du bureau de quartier**

La pluridisciplinarité et la plurinationalité sont deux aspects novateurs de ce bureau de quartier.

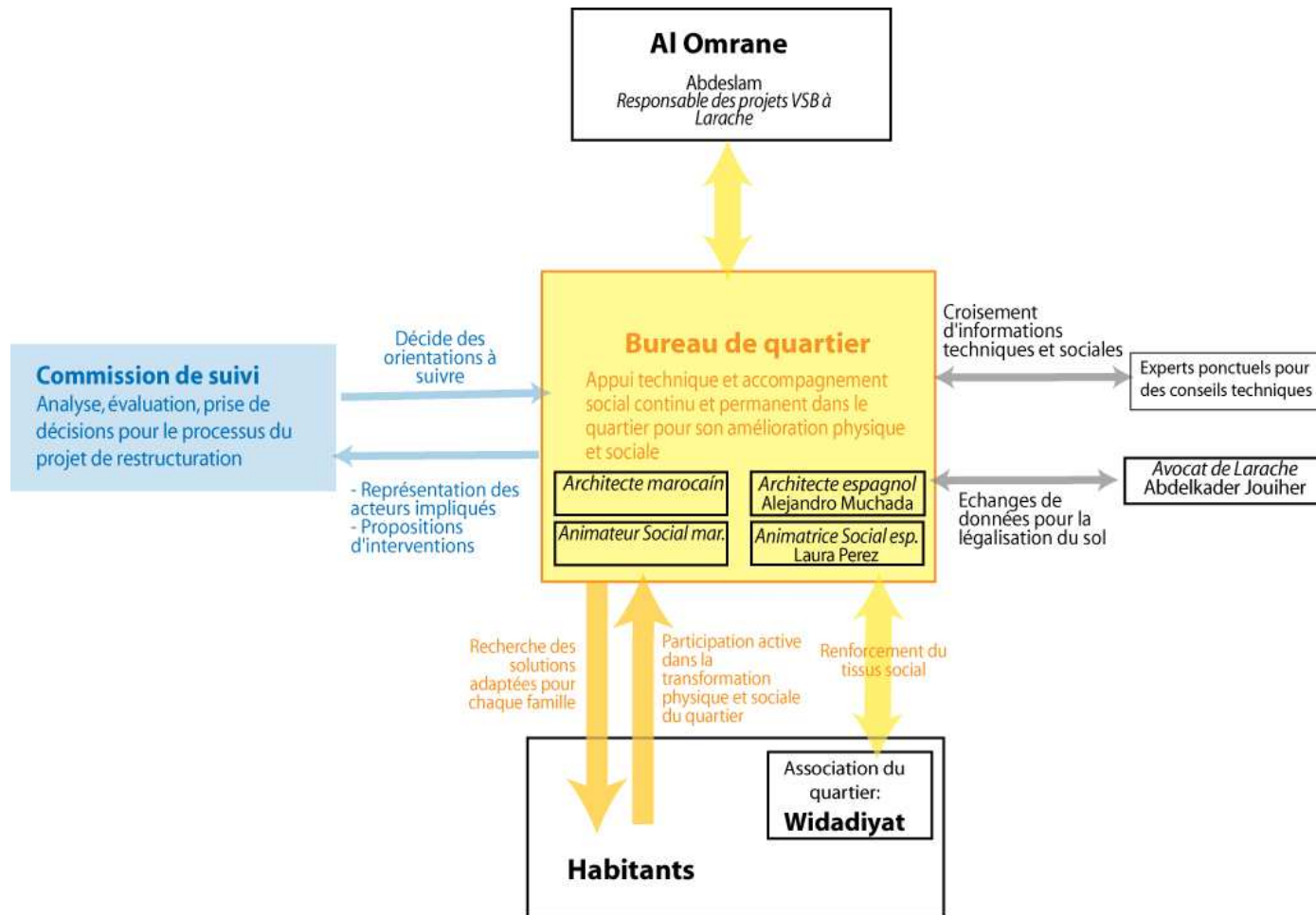
La première caractéristique permet un dialogue permanent entre le technique et le social. La seconde permet l'échange de connaissances hispano-marocain.

Ainsi, le bureau de quartier sera composé de quatre personnes permanentes :

- deux architectes (marocain et espagnol)
- deux animateurs sociaux (marocain et espagnol)

Cette composition de base peut être complétée par des collaborations ponctuelles d'experts selon les nécessités de chaque phase du projet.

Schéma organisationnel des relations du bureau de quartier



Organes décisionnels

- Commission de suivi: mensuelle. Prise de décisions relatives aux orientations principales.
- Commission de projet: hebdomadaire. Prise de décisions relatives aux interventions quotidiennes.

## **MISE EN PLACE DU BUREAU DE QUARTIER**

### **Implication du bureau de quartier lors de la première phase du projet, Janvier - mars 2007: Elaboration du plan d'urbanisation**

#### **Objectifs spécifiques**

Accompagnement technique et social dans l'élaboration, avec les acteurs concernés, des documents techniques nécessaires à la réalisation des travaux d'urbanisation.

#### **Missions**

- Construction et mise en marche du bureau de quartier avec la collaboration de la Widadiyat
- Accompagnement social initial:
  - Réunions d'information sur ce qu'il s'est fait jusqu'ici, ce qu'il va ce faire
  - Favoriser l'implication des habitants
  - Systématisation et actualisation de l'information concernant le quartier et le projet, afin de créer une base de travail commune
- Accompagnement technique dans l'élaboration des documents techniques d'urbanisation en étroite collaboration avec Al Omrane et les habitants de Jnane Aztout:
  - Proposition du plan d'arrêtés d'alignements
  - Proposition du plan technique d'urbanisation

- Suivi de la première étape de légalisation du sol:
  - Contact avec l'avocat chargé de la régularisation du sol
  - Mettre en place la récolte de documents apures des habitants
  - Révision du recensement existant
  - Intermédiation entre les habitants et l'avocat
- Finalisation et validation de l'étude économique-social des familles en vue des phases postérieures.

#### **Composition**

Lors de la première phase, la partie technique du bureau de quartier comptera un architecte espagnol et deux techniciens marocains :

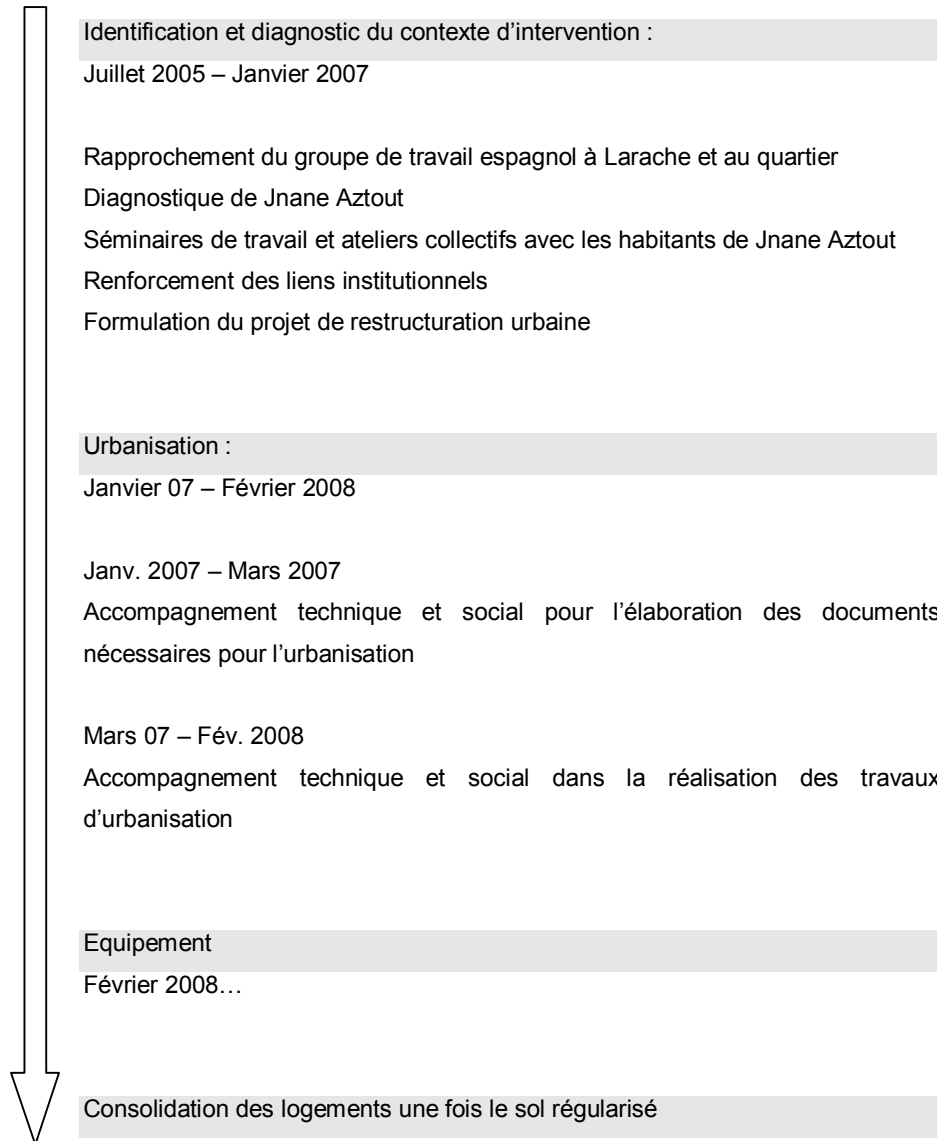
- Pour la réalisation du plan d'arrêtés d'alignement : un technicien d'Al Omrane ; lequel possède les compétences professionnelle et légale requises
- Pour l'élaboration du plan d'urbanisation: un architecte marocain

La partie sociale sera présente durant l'ensemble du projet et comptera un animateur social marocain et espagnol.

Ainsi, la composition pourrait être la suivante :

- un architecte espagnol : Alejandro Muchada de ACS
- une animatrice sociale espagnole: Laura Pérez de ACS
- un technicien d'Al Omrane : Abdeslam
- une architecte marocaine : Catherine M'Rabet
- un animateur social marocain :

**Chronologie**



**Ressources financières**

Antécédents financiers par le biais d'ACS:

Séminaires de travail et ateliers	22000
Formations et échanges académiques et professionnels	33000
Etudes et réunions pour le projet	7200
<b>TOTAL</b>	<b>62200 Euros</b>

Phase d'élaboration du plan d'urbanisation:

Etant donné l'envergure et la complexité du projet, le découpage du financement phase par phase se présente comme l'option la plus adaptée permettant la flexibilité (la capacité de réaction face à des inattendus dans le projet) et l'autonomie de chaque phase (le financement d'une phase ne dépendra pas d'une autre).

Le financement concerne:

Salaires des trois membres permanents du bureau de quartier	900 x 3 = 2700 par mois 2700 x 3 mois = 8100 euros
Un mois de location du local du bureau de quartier (janvier 07)	200 euros
Construction du local dans le quartier	6000 euros

Frais de fonctionnement (électricité, eau, Internet, etc.)	
Salaire du professionnel d'Al Omrane pour l'élaboration des arrêtés d'alignement	
Salaire de l'architecte marocain pour la réalisation du plan d'urbanisation	
Salaire de l'avocat marocain pour la régularisation du sol	4000
TOTAL	

Acteurs impliqués dans le financement:

- Al Omrane
- La délégation du Ministère de l'Habitat
- ACS
- La Commune Urbaine
- La Widadiyat

## Entretien avec Esteban de Manuel Jerez



Architecte depuis 1989, professeur à Ecole Technique Supérieure d'Architecture de Séville depuis 1990 et fondateur de l'ONG Arquitectura y Compromiso Social (A.C.S.) en 1993, Esteban de Manuel Jerez est actuellement coordinateur du projet de restructuration du bidonville de Jnane Aztout à Larache. Personnage central dans la

dynamique du triangle d'or que je décrivais dans un précédent article, il multiplie les casquettes, bouillonne d'idées 24h/24h et s'engage à 150% dans tous ces projets. Attentif, et à l'écoute de tous, c'est également un professeur exceptionnel. Généreux, sensible et toujours disponible (malgré son agenda de ministre) c'est un ami en or, pour qui vous l'aurez compris, j'ai beaucoup d'affection et d'admiration.

Ce qui suit est un extrait d'un entretien que nous avons eu en décembre dernier. Nous revenons sur la fondation d'A.C.S., le projet de Jnane Aztout, la participation...

### LA FONDATION D'A.C.S

#### Tu pourrais revenir un peu sur la fondation d'ACS ? :

Ca s'inscrit dans le contexte de la naissance d'ASF (Architecte Sans Frontière) Barcelone en 1992. Cette année-là, ils avaient organisé un séminaire auquel a assisté plus d'une centaine de personnes.

A Séville, on était un groupe d'amis, une douzaine, ça s'appelait Alternative Solidaire pour la Société. Voyant qu'il y avait une demande, on a organisé un séminaire à l'école (Architecture et Engagement Social) auquel sont venus plus de 300 personnes.

Il y avait bien un manque, un vide en ce qui concernait la fonction sociale de l'architecte, comme engagement vis-à-vis du logement, de la ville.

Devant le succès du séminaire, il nous fallait continuer, poursuivre. J'ai donc proposé une refondation, et nous avons créé en 1993 l'association ACS. L'objectif était de nous former, de nous former pour assumer une fonction nouvelle. Former un groupe qui interviendrait sur la transformation de la société, de la ville.

Au départ il s'agissait de réunions hebdomadaires. On y invitait des gens de l'extérieur pour partager leurs expériences, débattre. Les premières interventions étaient des interventions volontaires dans les quartiers de Séville.

Et puis très vite, quasiment en même temps, en 1994, on a fait un voyage au Maroc pour identifier d'éventuels projets de coopérations. Pourquoi le Maroc ? Parce qu'on le dit ici le Maroc est à la fois « tan cerca y tan lejos » (si près et si loin). C'était un bon endroit pour commencer. Notre porte d'entrée c'était l'évêque de Tanger. Les expériences menées dans les quartiers de Séville on a tout de suite eu envie de les partager, de les diffuser.

### LE PROJET DE JNANE AZTOUT

#### Comme nous avons essayé de cerner les logiques et intérêts de chacun des acteurs du projet, quels seraient les tiens ?

Pfff, pas évident. Je crois que dès le départ j'y voyais une opportunité pédagogique, la possibilité d'apprendre, pour tout le monde. En tant que groupe on peut apprendre. En tant que groupe lié à l'université, en tant que groupe ayant mis en place les « ateliers de quartier », le but était d'appliquer là-bas ce qu'on a développé ici à Séville. L'objectif c'était aussi de créer une continuité chez les étudiants, former un groupe d'étudiants qui veut rester et constituer une équipe de professionnels qui se consacre à ça. Parce qu'il y a une demande !

Du point de vue pédagogique, ça a dépassé toutes mes espérances. Tout ce qui s'est passé autour de ce projet c'est incroyable... Victor Peli, Carlos Gonzalez Lobo... Et

que les étudiants restent liés au projet après leur module universitaire c'est incroyable ! C'est le projet d'ailleurs qui a aidé à mettre en place le module après février 2005.

**Si tu devais faire le DAFO [Debilidades, Amenazas, Fortalezas, Oportunidades : Faiblesses, Menaces, Forces, Oportunités. Il s'agit d'une méthode de diagnostique rapide d'une situation.] de l'intervention d'ACS à Larache...**

D (Faiblesses) : D'abord ACS n'a pas la structure adéquat pour supporter un tel projet. On le voit en ce moment non ? Je suis le fondateur, je suis toujours là... mais si on ne trouve pas la relève... Il manque le ciment de l'association.

F (Forces) : C'est une équipe magnifique, multidisciplinaire. Notre relation solide avec les habitants. Avoir augmenter la capacité des habitants, la capacité de faire des choses.

A (Menaces) : Le jeu politico-électoral. Qu'apparaissent d'éventuels propriétaires.

O (Oportunités) : Développer l'école-atelier. Le développement communautaire.

Que les femmes augmentent encore leurs actions dans le quartier, qu'elles augmentent encore un peu plus leur pouvoir par rapport aux hommes.

Améliorer la situation d'autres quartiers.

Consolider l'équipe d'ACS, le groupe.

## COMMANDE / DEMANDE

**A Jnane Aztout, quelle était ou serait la demande ?**

Je dirais que leur demande c'était résoudre le problème du sol. C'était leur principale demande. Ensuite améliorer leur maison, puis améliorer le quartier. Il pourrait y avoir un petit décalage entre ce que nous pensons du projet et ce que eux pensent. Peut être qu'ils pensent accéder à une maison toute neuve comme c'est le cas ailleurs, à une maison en brique mais c'est vrai que nous le voyons un peu différemment. Notre option est plus celle d'une amélioration du quartier vers quelque chose qui ressemble plus à la médina et pas trop à la ville moderne... Au final ce sera comme ils voulaient

mais d'une manière un peu différente. Il y a donc aussi un travail pédagogique à faire avec les habitants.

**Et comment vois tu la commande du plan Villes Sans Bidonvilles (VSB) ?**

Plutôt positive. Très ambitieux, peut-être un peu trop ambitieux. Les problèmes sont très complexes. Cela nécessite de connaître la réalité et sa complexité. Je pense qu'il ne va pas obtenir ce qu'il voulait. Ce qu'il risque d'obtenir c'est de la spéculation. De la part des collectivités locales et des habitants... La solution de table rase comme c'est souvent le cas ne s'adapte pas aux situations. Une situation de ville lointaine, construction en hauteur... c'est très différent du Maroc. La solution de leur donner une parcelle et des plans pour construire leur maison...mais qui va réellement construire comme ça ? Qui va les empêcher de vendre par exemple... La solution est plus dans la consolidation, dans l'amélioration des espaces publics. S'il faut reloger que ce ne soit pas de manière aussi massive comme à Guadaloupé... ça entraîne des conflits internes.

Globalement, au cas par cas, avec le plan VSB on peut s'adapter, on peut le contextualiser et c'est possible d'agir.

**Comment ACS infléchit la commande ?**

On a commencé par travailler sans l'appui des institutions. On a travaillé d'abord sur la quartier avec les habitants. Grâce aux ateliers, avec les habitants nous avons construit collectivement une connaissance du quartier. Nous avons apporté notre connaissance technique, et ensemble on a construit la connaissance du quartier. Avec tout ce travail, nous avons de la crédibilité. Il est possible d'aller voir l'administration. On n'arrive pas les mains vides. L'objectif était de faire des habitants des interlocuteurs, ce qu'ils n'étaient pas avant.

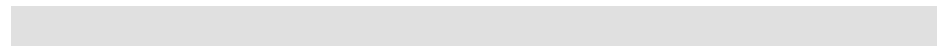
## LA PARTICIPATION

**C'est quoi pour toi la participation des habitants au futur de leur ville, en quelques mots ?**

La participation ça serait : « Querer, Saber, Poder » (Vouloir, Savoir, Pouvoir).

Il faut d'abord le vouloir, vouloir intervenir pour améliorer les choses. Il faut être disposé à assumer des responsabilités. Ensuite il faut savoir. Il faut se construire des outils pour construire de la connaissance, pour comprendre la ville... Et enfin il faut pouvoir. Le « pouvoir » c'est faire en sorte d'obtenir un espace institutionnel pour arriver à la pratique...

Gracias Esteban por la energía, la buena onda y la sinceridad que transmites a todo lo que te rodea. Eres mas que un personaje! Eres “un grand Monsieur” como se dice en Francia.



## Touristes ou bidonvillois, qui a droit à la ville ?

Article paru dans *Vues d'Europe n°1 – Mars 2007*

Au Maroc, l'Etat veut faire du tourisme le moteur du développement économique du pays. Pour embellir les villes, il a mis en place deux mesures : l'éradication des bidonvilles et la réhabilitation des centres anciens. Cependant, ces politiques mettent en danger les populations les plus défavorisées. A court terme, les bidonvilles seront rasés et leurs populations éloignées. A plus long terme, la spéculation foncière chassera les plus fragiles, au profit d'une classe plus aisée.

Dans ce contexte, le projet de réhabilitation du bidonville de Jnane Aztout à Larache, mis en place par l'ONG espagnole *Arquitectura y Compromiso Social*<sup>1</sup>, défend un droit à la ville pour tous. Par une coopération avec les institutions locales ET les habitants du bidonville, elle parvient à valider trois principes.

- Le maintien sur place de la population
- La réhabilitation du quartier en valorisant au mieux l'existant
- Le développement et l'intégration du quartier et de sa population à la ville

Garantir ces droits aux bidonvillois ne peut toutefois pas se résumer à persuader la municipalité d'accorder un titre de propriété à chaque ménage, d'urbaniser, d'équiper et de consolider les baraques. En effet, le quartier une fois réhabilité et régularisé, ne sera-t-il pas plus que jamais convoité ? Le terrain aura pris de la valeur. Les habitants pourront-ils alors supporter la pression que la réhabilitation fera peser sur eux ?

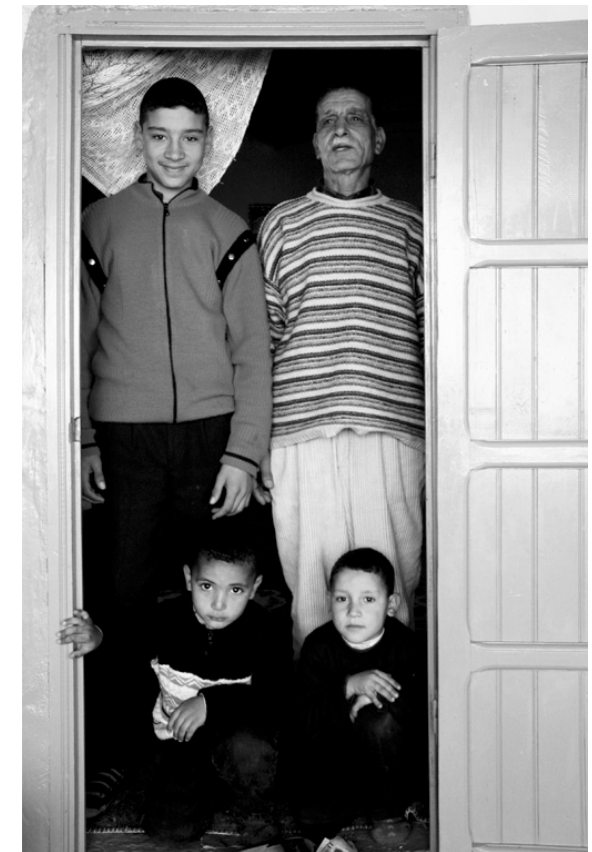
Pour les renforcer, l'ONG a mis en place des ateliers de discussion qui ont permis aux habitants de comprendre l'importance de s'organiser, et de s'approprier la transformation de leur quartier.

---

<sup>1</sup> ACS est une ONG du développement sévillane axé sur la production sociale de l'habitat

Un an et demi plus tard, les bidonvillois sont suffisamment armés pour être considérés comme un interlocuteur crédible aux yeux des autorités. Mais dans la triangulation mise en place par ACS, à savoir : Institutions, Habitants et Techniciens, les intérêts de chacun s'affrontent inévitablement. Heureusement, tout se négocie...

Le droit à la ville pour tous reste donc possible ! Et plus que jamais si on donne aux habitants les moyens d'être partie prenante.



## Maroc : Une brèche participative dans le plan Villes sans bidonville

Article paru dans la revue Territoires – Mars 2007

**Au milieu de la déferlante du plan national marocain « Villes Sans Bidonvilles », un partenariat hispano-marocain remet les habitants d'un bidonville au cœur du processus de transformation de la ville.**

Depuis 2001 la lutte contre l'habitat insalubre est une priorité nationale au Maroc. Cette décision intervient à la suite des « Objectifs du millénaire pour le Développement » des Nations Unies, qui visent « l'amélioration sensible d'ici 2020, de la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis ».

Le lancement au Maroc, en juillet 2004 du plan « Villes Sans Bidonville » (VSB) fait également suite à un autre plan national, « Vision 2010 », qui veut faire du tourisme le moteur principal du développement économique du pays. L'objectif est clair et plutôt ambitieux : L'éradication de tous les bidonvilles du pays d'ici 2010. Dans ce contexte, le projet de coopération que j'ai découvert à Larache<sup>i</sup> se présente comme une expérience atypique.

### Du voyage d'étude universitaire à la coopération étudiants / habitants



En février 2005, un groupe d'étudiants espagnols (de Séville) en architecture et en géographie débarque à Larache, accompagné de chercheurs et de l'ONG A.C.S.<sup>ii</sup>. La rencontre avec les habitants du bidonville de Jnane Aztout fut déterminante. Concernés par le plan

VSB, ces derniers ignoraient tout de son application sur leur quartier. Ils craignaient la démolition. Jnane Aztout est un petit quartier séculaire de 80 familles à deux pas de la médina. Sa consolidation est

avancée : la brique l'emporte sur la tôle. Autant d'éléments qui rendent le spectre de la démolition insupportable pour les habitants et incompréhensible pour des étudiants qui y voient un patrimoine social, architectural et urbain à préserver. Ils s'engagent donc ensemble sur l'élaboration d'un diagnostic du quartier.

### L'aventure humaine commence

Le groupe sévillan défend une pratique participative de l'architecture. Ils s'opposent au paternalisme des politiques et des experts qui prétendent trop souvent apporter aux habitants la solution à tous leurs problèmes. Les habitants doivent être au cœur du projet ; et le seront grâce aux ateliers de quartier.

Ces ateliers, bien que portant pour certains d'entre eux sur des aspects plus techniques, ont été avant tout orientés sur la construction collective d'une connaissance et la valorisation sociale du quartier. Les ateliers « rues et places » (appréhender les espaces communs, les identifier, les nommer), « trame urbaine » (sensibilisation des habitants à la forme urbaine de leur quartier proche d'un tissu de médina) et « histoires orales » (valoriser le quartier par son histoire et son passé) sont de ceux qui ont construit cette vision nouvelle de Jnane Aztout. Des ateliers de musique, de danse et de photographie, moins « techniques » mais tout aussi fondamentaux, ont participé à son développement social et humain, à l'enrichissement des échanges et au renforcement des liens entre espagnols et marocains.

Et l'objectif est atteint. Les habitants n'ont désormais plus aucun doute sur la valeur de leur quartier et se sentent mieux armés pour discuter de son – et de leurs – avenir(s). Fort de la dynamique instaurée et de la base de travail réalisée, les habitants s'organisent et s'impliquent de plus en plus dans le projet. « Nous aussi nous sommes médina » scandent les bidonvillois. La crainte de la démolition s'efface pour laisser place à une légitimité affirmée qui va pousser habitants et étudiants/experts devant les acteurs institutionnels locaux.



### Du projet universitaire au plan Villes Sans Bidonvilles

Au terme du diagnostic, les stratégies d'intervention sont fixées: Urbanisation du quartier, valorisation de l'existant, maintien sur place de la population, prise en compte des besoins et des ressources des habitants.

Mais le projet ainsi défini doit maintenant entrer dans le cadre strict du plan VSB. Et cela ne se fera pas sans mal.

La considération des habitants est affichée par le plan VSB comme une composante essentielle de sa mise en œuvre. Certains opérateurs nationaux (ADS<sup>iii</sup> et ENDA Magreb notamment) prônent l'accompagnement social et intègrent autant que faire se peut les habitants en amont des opérations de résorption. Mais ces pratiques restent marginales. Le manque de ressources humaines et de formations professionnelles spécifiques, la réticence des collectivités locales et les impératifs d'efficacité imposés par les directives royales, rendent difficile la mise en œuvre du volet social initialement prévu. La démolition des bidonvilles et le relogement des populations plus loin, sur un site viabilisé reste une solution privilégiée.

Dans ce contexte, la vision portée par les espagnols d'une coopération Habitants / Experts / Institutions fait écho aux intentions du plan VSB mais se heurte aux difficultés de son application locale. L'ONG ACS se positionne alors comme médiateur et tente de concilier les logiques et les intérêts de chacun. L'opérateur technique (Al Omrane<sup>iv</sup>), qui doit reloger au rythme de 900 familles par semaine, voit d'un œil inquiet le projet en 3ans de 80 familles. La municipalité est frileuse devant la réhabilitation d'un quartier central de la ville, aux portes de la médina. La valeur foncière du terrain lui permet d'imaginer bien autre chose. A tous, le coût d'un projet participatif mobilisant des professionnels en permanence sur le quartier, fait peur. A ces contraintes il faut ajouter les volontés de récupération politique d'une expérience pilote très valorisante.

Mais le contrat VSB signé en 2004 entre la municipalité et le ministère de l'habitat est en faveur du projet porté par les habitants et les sévillans. Il prévoit la réhabilitation du quartier et le maintien sur place de sa population. Les appuis politiques issus de la présence de longue date de la coopération espagnole à Larache, le soutien financier de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale et la perspective d'une

expérience pilote exemplaire, ont permis de rassembler l'ensemble des acteurs autour d'un projet commun.

### Quel avenir pour le quartier ?

Les objectifs du projet et les principes de sa mise en application ont été approuvés. La réhabilitation et le maintien de la population sur place sont acquis. Depuis janvier 2007, un bureau de quartier est en place. Une équipe hispano-marocaine (2 architectes et 2 travailleurs sociaux) y travaillent avec les habitants à l'élaboration du plan d'urbanisation du quartier.

Mais c'est avant tout un nouveau mode d'intervention qui a été validé. Plus qu'une simple considération des habitants, il s'agit d'une construction collective de la ville pour laquelle techniciens, gouvernants et société civile travaillent ensemble.

---

<sup>i</sup> Larache : Ville portuaire de 120000 habitants, au nord du Maroc, entre Tanger et Rabat. Ancien protectorat espagnol.

<sup>ii</sup> A.C.S., Arquitectura y Compromiso Social (Architecture et Engagement Social). ONG du développement axé sur la production sociale de l'habitat.

<sup>iii</sup> Agence de Développement Social : Opérateur public en charge de l'accompagnement social d'opérations VSB

<sup>iv</sup> Opérateur para public en charge de la réalisation des travaux de la plupart des opérations de résorption dans le cadre du plan VSB